



Institut d'Appui au Développement

69 rue Bataille 69008 LYON  
Tél : 04.78.09.30.32  
[contact@iad-developpement.org](mailto:contact@iad-developpement.org)  
[www.iad-developpement.org](http://www.iad-developpement.org)

## RUBRIQUE : ARTICLE DE REFLEXION

N°01/PO/MY/JG/05/20

Mai 2020

### Actions socio-économiques et environnementales prometteuses à l'échelle locale pour renforcer le bouclier des mesures de lutte contre la pandémie de Covid-19 en milieu Sahélien

Par

Dr Paul Ouédraogo, Dr Martin Yelkouni, Dr Julienne Gué  
*Membres de l'Institut d'Appui au Développement (IAD)*

#### 1 - Introduction

La maladie à Coronavirus 2019 ou Covid-19 (acronyme anglais de *CO*rona *VI*rus *IN*fectious *D*isease 2019) est une maladie infectieuse émergente ayant été découverte en 2019 en Chine et qui s'est très vite propagée dans les autres continents du monde entier (Europe, Amérique, Afrique, etc.). L'année 2020 marquera l'histoire avec cette pandémie de Covid-19. En réalité le système économique mondial n'a pas vu cette crise venir de la Chine, ce pays continent qui incarne à sa manière la mondialisation.

Le monde n'était donc pas bien préparé à ce choc : le Coronavirus qui a suivi les canaux de la mondialisation pour se répandre dans le monde entier s'est imposé d'une manière ou d'une autre, avec des conséquences sanitaires, socioéconomiques et environnementales à court, moyen et long terme. Pour faire face à la pandémie, chaque Etat a mis en place un plan de riposte, avec des montants de financement exceptionnel. On peut citer par exemple 1 700 milliards de FCFA pour la Côte d'Ivoire, 177 milliards 900 millions de F CFA pour le Burkina Faso et 1 436 milliards de francs de FCFA pour le Niger.

Au Burkina Faso, les premiers cas de Covid-19 ont été confirmés le 9 mars 2020. Depuis cette date, les cas confirmés ont augmenté et la maladie s'est étendue dans un pays déjà en proie au terrorisme. Le Gouvernement du Burkina a pris des mesures visant à ralentir la transmission de la maladie. La distanciation physique, le confinement, l'auto-isollement, le couvre-feu, la mise en quarantaine, le télétravail, etc., sont des concepts liés à ses mesures. Les mesures prises pour arrêter la pandémie affectent les ménages. Dans l'urgence, il a fallu s'adapter, modifier les habitudes d'achats et de consommation des biens et services écosystémiques dans un contexte de vulnérabilité économique. L'accès à des biens et services est désormais sous contrainte budgétaire et sanitaire. Au niveau local où les ménages sont plus impactés par le Coronavirus, la situation est plus préoccupante.

Confinées et sous la discipline du couvre-feu, les populations les plus défavorisées (opérant dans les secteurs informel et primaire) peinaient à trouver de quoi assurer leur alimentation quotidienne. Il en

a résulté de vives contestations, surtout par rapport à la fermeture des marchés et yaars et autres lieux d'exercice des activités du secteur informel, dont elles tirent leur pitance quotidienne.

Des femmes et des hommes intervenant dans le secteur informel (maquis, restaurants, marchés et des yaars fermés) se sont plaints de l'impact négatif desdites mesures (sociales, économiques et financières, etc.), sur leur vie. Se disant victimes des effets induits par les mesures de riposte prises par le gouvernement, certaines personnes ont demandé la levée desdites mesures de prévention afin de leur permettre de reprendre leurs activités dont la collecte, la transformation, l'approvisionnement et la commercialisation des biens et services fournis par les écosystèmes.

Le 5 mai 2020, un collectif de 120 scientifiques a publié un article dans le journal LE TEMPS précisant que « *La relation entre la pandémie et destruction des écosystèmes est maintenant bien établie, mais elle est trop ignorée par le grand public et les instances de décision* ». Cette affirmation a suscité des réflexions diverses et les trois auteurs de cet article proposent quelques actions prometteuses sur le plan social, économique et environnemental pour permettre au grand public de suivre et de se documenter sur la question. Cette réflexion est focalisée sur des actions prometteuses au niveau des ménages et à l'échelle locale dans le contexte sahélien.



Aussi, selon les 120 scientifiques, l'épidémie actuelle appartient au groupe des zoonoses, maladies qui lient espèces sauvages, animaux domestiques et humains. Ils précisent que les mammifères sauvages ne représentent plus aujourd'hui que 5% de la biomasse des mammifères terrestres, les humains et leurs animaux domestiques représentant les 95% restants ; et que l'on pourrait donc croire que la menace du passage du virus des mammifères sauvages à l'homme diminue avec leur régression.

Martine Valo publie dans Le Monde du 26 août 2016 à 14h49 que l'impact humain sur l'environnement s'est accru de 9 % en seize ans, selon une étude internationale. Son analyse intègre à la fois des images satellites – de déforestation par exemple – et des données recueillies sur place, l'indicateur de l'empreinte humaine qui sert de référence est passé de 5,67 en 1993 à 6,16 en 2019. Il s'agit d'un indice standardisé qui compile les mesures de huit variables : artificialisation des sols, terres agricoles, pâturages, démographie, éclairage nocturne, chemins de fer, routes principales et voies navigables.

Les 120 scientifiques confirment que l'empreinte humaine sur l'ensemble de la planète devient problématique, notamment avec 75% des écosystèmes terrestres et plus de 65% des écosystèmes marins significativement modifiés par les activités humaines et que ces transformations causent une forte fragmentation des paysages naturels et entraînent une dégradation préoccupante de la biodiversité. L'une des conséquences de la dégradation des écosystèmes est la perturbation des chaînes trophiques (ou chaînes alimentaires) des espèces animales sauvages et impactant les comportements alimentaires de certaines espèces qui exploitent des ressources en lien avec les activités humaines.

Ce lien augmente les risques de transmission de pathogènes aux humains ou à leurs animaux domestiques car les agents biologiques se transmettent en suivant une chaîne de transmission, depuis

le réservoir d'agents biologiques, jusqu'à l'hôte potentiel. En détruisant des écosystèmes, les humains ont créé les conditions propices à la prolifération des virus, bactéries, parasites et autres agents infectieux comme la COVID-19.

Les auteurs de cet article, tous membres de l'Institut d'Appui au Développement (<https://iad-developpement.org/>), proposent des actions prometteuses en matière de gestion des biens et services écosystémiques sur le plan social, économique et environnemental. La réflexion se termine par une liste de formations de formateurs qui peuvent être assurées par IAD en présentiel ou en ligne, prière de contacter IAD : ([contact@iad-developpement.org](mailto:contact@iad-developpement.org)).

## **2 – Actions prometteuses sur le plan social, économique et environnemental, à envisager à l'échelle locale pour renforcer le bouclier des gestes barrières contre la pandémie du Covid-19**

### **2.1 - Actions sociales et comportementales**

De façon générale, les réflexes sociaux observés à travers le pays (solidarité, générosité à travers les dons de vivres, d'huile, d'argent) sont encourageants, mais devraient être renforcés et mieux organisés pour couvrir les besoins des populations à tous les niveaux (surtout au niveau local et familial) et durablement. Sur le plan social, il est impérieux de mettre les populations locales au centre de la riposte en prenant en compte et de façon participative, leurs besoins/préoccupations, savoirs, connaissances, perceptions, pouvoir ou capacités d'actions.

Parmi les actions prometteuses, on peut considérer la vulgarisation de la domestication des Produits Forestiers Non Ligneux (PFNL) auprès des collecteurs/producteurs de PFNL ; l'application des dispositions prises en matière du respect des droits d'usage usuellement mentionnés dans les cahiers des charges et les plans d'aménagement des écosystèmes ; l'organisation des filières des PFNL, afin qu'elles soient rentables en termes de taxes à la commune.



### **2.2 - Economie et incitations**

Les interventions économiques et financières sont de puissants instruments pouvant réguler l'utilisation de biens et services écosystémiques. Cependant, étant donné que de nombreux services fournis par les écosystèmes ne sont pas échangés sur les marchés, il n'y a pas de signaux du marché appropriés (comme le prix) contribuant à leur distribution efficace et à leur utilisation durable.

Toutefois, au niveau des ménages et à l'échelle locale les alternatives aux contraintes de marchés liés à la Covid19 sont entre autres :

- La fréquence du marché des biens : cet indicateur peut être mis en relief. Le marché est principalement physique et journalier dans les villes, avec des implantations dans plusieurs zones. L'offre et les demandes des agents économiques s'expriment donc physiquement avec une multitude d'acteurs. Or ce modèle, toute chose étant égale par ailleurs, n'est pas compatible avec les mesures de distanciations instituées partout. Ni la fermeture ni l'ouverture totale n'est recommandée et pourtant, il faut se nourrir. Une solution pourrait venir de l'organisation actuelle des marchés en milieu rural. Elle se fait chaque semaine ou chaque 3 jours. Il s'agit ainsi de réduire la régularité des fréquentations des marchés, sans nécessairement réduire les volumes de transaction.
- Le taux de produits locaux transformés : la pandémie du Covid-19 a montré une vulnérabilité du système économique par rapport aux importations de produits de première nécessité. Pour les denrées alimentaires, même s'il existe une offre locale de produits frais, ces derniers ne se sont



transformés pour une longue durée de consommation. On peut citer l'exemple des produits maraichers (tomate, oignon, chou...) invendus en raison de la fermeture non seulement des

marchés, mais aussi de la quarantaine mise pour les villes. Nous imaginons bien les implications en termes de production, transformation et consommation au niveau local et national.

- La vente directe à domicile : elle existe mais de manière très informelle. L'idée d'éviter des attroupements sur un même lieu peut être renforcée par une forme de marché de vente de porte en porte. Ce système peut se mettre facilement en place avec la généralisation de la téléphonie mobile et les paiements numériques. Des innovations sont indispensables pour réorganiser un marché physique et non physique avec une plus-value sur le plan économique et en termes de santé publique. Il y a ici une porte largement ouverte sur la production locale bio.



- L'échange de biens entre acteurs : cet échange existe déjà dans nos sociétés et pourrait prendre de l'ampleur. Il s'organise, en général, sous forme de troc ou de don. Mais l'on peut aussi entrer dans le monde de l'économie solidaire et sociale en impliquant des organisations sociales (coopérative, mutuelles, associations, fondations). Il s'agit là de structurer davantage une solidarité existante dans les sociétés. Cet indicateur peut être mesuré par le volume des échanges entre ces acteurs. Un autre indicateur que l'on peut mettre en relief est la disponibilité des produits sanitaires de premières nécessités.

### 2.3 - Actions technologiques

Compte tenu des pressions croissantes sur les écosystèmes sahéliens à travers l'exploitation non durable des biens et services qu'ils fournissent, le développement et la diffusion de technologies pouvant conserver, restaurer et améliorer l'efficacité de l'utilisation des ressources ou réduire les impacts sur les écosystèmes sont essentiels pour assurer leur résilience. Par précaution il est important de considérer que les changements technologiques peuvent également avoir des conséquences négatives inattendues sur les écosystèmes et le bien-être humain. C'est pourquoi il est important de procéder à des évaluations prudentes avant d'introduire les technologies.



Les actions prometteuses visent, par exemple, les pratiques agricoles, la restauration des écosystèmes et l'efficacité énergétique avec l'introduction de biodigesteurs. L'amélioration de la gouvernance communautaire, le renforcement des capacités, la sensibilisation des communautés locales, la création de pépinières, la DRS/CES sont des réflexes majeurs à encapsuler dans les démarches de développement à l'échelle locale.

## 2.4 - Actions basées sur l'information

A l'échelle locale, l'utilisation des Crieurs publics pour assurer la communication, la sensibilisation, l'information et la formation serait bien efficace pour renforcer le bouclier de gestes barrières contre la pandémie. Au nombre des thématiques importantes, il est impérieux d'y adjoindre la promotion du genre et de l'équité. Il est très important d'utiliser les cadres locaux (de concertation, d'échanges, d'interaction, de partage et d'information) qui fonctionnent ou valoriser d'autres cadres performant améliorés, adaptés pour informer, sensibiliser ou former : il s'agit des Cadres villageois de développement : « CVD » (avec des commissions spécialisées : agriculture, éducation, santé, etc.) mis en place depuis l'enclenchement du processus de décentralisation), des Cadre de concertation villageois (en gestion des ressources naturelles et des écosystèmes), des Plateforme multi-acteurs (cadre d'interactions sociales et techniques, de co-construction d'actions, co-apprentissage), les tontines (épargne) et « Tarogo » (achat à crédit avec paiement à tempérament),

La connaissance de l'importance des écosystèmes, l'efficacité de leur gestion peuvent être limitée quand l'information sur plusieurs aspects les concernant fait défaut ou quand elle est inadéquatement utilisée. Bien qu'il existe suffisamment d'informations pour prendre de nombreuses mesures visant à conserver, restaurer les écosystèmes et à améliorer le bien-être humain, des lacunes majeures subsistent. A titre d'exemple, au Sahel, il existe relativement peu d'information sur le statut et la valeur économique de certains services fournis par les écosystèmes et leur dégradation est rarement reflété dans les comptes économiques locaux et communaux. En outre, les décideurs politiques locaux n'utilisent pas toute l'information pertinente disponible telle que l'information scientifique ou le savoir traditionnel.

Parmi les actions prometteuses, on retrouve le fait de baser les décisions locales liées à la gestion et aux investissements à la fois sur les valeurs marchandes et sur les non marchandes des écosystèmes, l'optimisation de l'utilisation de l'information pertinente, l'amélioration et le maintien de la capacité à suivre et évaluer localement les conséquences de la transformation des écosystèmes, et la nécessité de créer un système local d'alerte sur le changement de la dynamique des écosystèmes.

## 3 - Liste de formations proposées par l'Institut d'Appui au Développement (IAD)

L'Institut d'Appui au Développement (IAD) dispense des formations en présentiel et en ligne sur les thématiques suivantes :

- *Agriculture durable en milieu urbain* : comment organiser et valoriser une agriculture urbaine respectueuse de l'environnement ?
- *Management de la qualité et de la performance* : face à l'exigence d'adaptabilité des structures organisationnelles à leur environnement, le management de la qualité, le management de la Performance et la recherche de l'excellence sont des lignes de forces vitales dont la connaissance s'impose à tous les acteurs.
- *Innovation environnementale* : en quoi l'innovation peut-elle être une alternative durable visant à réduire les risques environnementaux, la pollution et des autres impacts négatifs de l'utilisation de ressources ?
- *Formation sur les écosystèmes* : Comment les écosystèmes changent-ils avec le temps ? Que sait-on sur l'inertie des écosystèmes et la rapidité des changements ? Quand les changements non linéaires ou abrupts apparaissent-ils ? Comment l'Homme augmente-t-il le risque de changements non linéaires ?
- *Formation sur la dégradation des écosystèmes* focalisée sur : Comment inverser le processus de dégradation des écosystèmes ? Quels types d'actions seraient les plus bénéfiques pour les écosystèmes ? Comment les processus de prise de décisions peuvent-ils être améliorés ?

- *Formation sur le Développement des capacités les liens entre la biodiversité et la santé humaine* afin de diffuser et analyser les méthodes, les résultats et les progrès dans la société afin d'influencer les politiques publiques qui considèrent l'importance de la biodiversité pour la santé.
- *Formation sur les évaluations des services écosystémiques* dans divers systèmes socio-écologiques, plusieurs situations de l'utilisation des terres et dans un contexte de variabilité du climat : Focus sur la gestion durable des ressources naturelles pour lutter contre la dégradation des terres et la conservation de la biodiversité au Sahel.
- Formation sur les processus de mise en place et de cadres sociaux collectifs d'interactions et de leur animation pour une co-construction, un apprentissage mutuel.

#### 4 - Webographie

- <https://mail.yahoo.com/b/search/keyword=2KIGd70IY7xgOVweKW9qtzppYtU2SMYFGZzSwfMEenkBh~A&accountIds=1/messages/AJ11XX0IOCDcXrUgxAli4Hvfxo8?showImages=true&offset=0>
- [https://www.lemonde.fr/biodiversite/article/2016/08/26/les-hommes-mangent-leur-planete\\_4988456\\_1652692.html](https://www.lemonde.fr/biodiversite/article/2016/08/26/les-hommes-mangent-leur-planete_4988456_1652692.html)
- <https://www.lapresse.ca/covid-19/202003/22/01-5265959-quand-lhumain-est-lartisan-de-son-propre-malheur.php>
- <https://pubs.iied.org/pdfs/17503FIIED.pdf>
- <https://www.riob.org/IMG/pdf/Manuel-2015-light.pdf>
- <https://www.jeuneafrique.com/933883/economie/uemoa-des-bons-sociaux-covid-19-pour-financer-les-plans-de-riposte-a-la-pandemie/>
- [https://www.lepoint.fr/afrique/le-covid-19-confirme-l-urgence-de-la-diversification-de-l-economie-11-04-2020-2371036\\_3826.php](https://www.lepoint.fr/afrique/le-covid-19-confirme-l-urgence-de-la-diversification-de-l-economie-11-04-2020-2371036_3826.php)
- <https://www.dw.com/fr/covid-19-la-banque-mondiale-pr%C3%A9voit-une-r%C3%A9cession-en-afrique-en-2020/a-53081909>
- <https://hea-sahel.org/wp-content/uploads/2019/02/HEA-Sahel-Atlas-2017-French.pdf>
- <https://www.economie.gouv.fr/cedef/economie-sociale-et-solidaire>
- <https://www.bbc.com/afrique/monde-52326660>
- <https://www.bbc.com/afrique/region-52584844>
- <https://www.bbc.com/afrique/region-52608574>
- <https://www.feb.be/domaines-daction/securite--bien-etre-au-travail/securite--bien-etre-au-travail/covid-19-distanciation-sociale/>
- <https://www.idrc.ca/fr/project/promouvoir-une-masculinite-positive-pour-la-sante-qui-favorise-la-sante-sexuelle-et>